



**PRÉFECTURE DE LA RÉGION PACA**

**VALORISATION DES ACTIONS D'ECONOMIE D'ENERGIE  
REALISEES PAR L'ETAT ET LES ETABLISSEMENTS PUBLICS EN  
REGION PACA**

**VIA LE DISPOSITIF DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE**

**Convention CEE Etat - Partenaire**

## ARTICLE 1 CONTEXTE

Des actions sont effectuées chaque année sur le patrimoine immobilier de l'État. Une partie contribue à des économies d'énergie (isolation, changement de chaudière, renouvellement parc auto...)

Le dispositif des certificats d'économie d'énergie peut permettre, sous certaines conditions, d'inciter à réaliser des actions par l'intermédiaire d'une valorisation financière.

L'Etat souhaite déployer cette démarche pour les actions éligibles. Au-delà de la valorisation financière, la démarche s'inscrit également dans le cadre de l'exemplarité de l'État dans le domaine du développement durable.

Les services déconcentrés de l'État et établissements publics (EP) dans la région de PACA décident de coordonner leurs besoins communs afin de valoriser au titre du dispositif des certificats d'économie d'énergie les travaux réalisés sur les bâtiments de l'Etat en région PACA qui contribuent à des économies d'énergie.

C'est pourquoi, le **pouvoir adjudicateur est l'Etat, représenté par le Préfet de région.**

Le montant de la valorisation est lié non pas au montant des actions engagées mais aux économies d'énergie générées.

## ARTICLE 2 RAPPEL SUR LE DISPOSITIF DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), créé par les articles 14 à 17 de la [loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique \(loi POPE\)](#), constitue l'un des principaux instruments de maîtrise de la demande énergétique. En effet, ce dispositif repose sur une obligation triennale de réalisation d'économies d'énergie en CEE (1 CEE = 1 kWh cumac d'énergie finale) imposée par les pouvoirs publics aux fournisseurs d'énergie (les "obligés"). Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie.

Le [décret n°2017-690 du 2 mai 2017](#) définit les objectifs de la 4e période de fonctionnement du dispositif qui s'étend du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Il confirme le niveau d'obligation porté de manière ambitieuse et volontaire par la ministre à 1200 TWh cumac pour la partie "classique" et 400 TWh cumac au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. Ce niveau global de **1600 TWh cumac** d'économies d'énergie représente un peu moins du double de la période qui se termine le 31 décembre 2017 (700 TWh cumac classique + 150 TWh cumac précarité)

Pour satisfaire à ses obligations, un fournisseur d'énergie a trois possibilités :

- détenir des certificats d'économie d'énergie obtenus à la suite de la réalisation de travaux d'économie d'énergie, sous certaines conditions techniques ;
- transférer ses obligations en adhérant à une structure collective ;
- acheter des certificats d'économie d'énergie détenus par d'autres acteurs ;

L'opportunité d'obtenir des CEE est étendue à certains « éligibles » non-obligés : les collectivités territoriales, l'ANAH et les bailleurs sociaux, qui peuvent solliciter des CEE mais qui n'ont pas d'obligation à respecter.

L'État ne fait pas partie des éligibles au dispositif et ne peut donc pas obtenir directement de CEE pour la réalisation de travaux de réhabilitation énergétique sur son patrimoine. Pour valoriser ses travaux d'économie d'énergie, l'État doit donc, comme les particuliers, identifier un partenaire en mesure de valoriser ces actions dans le cadre du dispositif des CEE avec lequel il conviendra des modalités pratiques.

## ARTICLE 3 TERMINOLOGIE UTILISEE

**Candidat** : tout obligé (incluant les structures collectives) ou structures contractuellement liées à un obligé au titre des certificats d'économie d'énergie qui souhaite devenir partenaire des services déconcentrés de l'Etat en Région PACA pour la valorisation de travaux d'économies d'énergie réalisés sur leur patrimoine.

**Partenaire** : le candidat qui sera officiellement retenu.

**Services de l'État** : les services déconcentrés de l'État en région PACA engagés dans l'action.

**Établissements publics** : établissements publics de l'État en région PACA adhérents de la convention de groupement de commandes permanent avec l'État.

**Incitation financière** : la valorisation financière proposée par le candidat rapportée au volume de certificats d'économie d'énergie généré. Le montant correspondant sera dû par le partenaire.

## ARTICLE 4 OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention a pour objet de **sélectionner un partenaire qui contribuera, par une valorisation financière, à la réalisation d'actions d'économie d'énergie réalisés par les services de l'Etat et établissements publics en région PACA.**

Les actions d'économie d'énergie concernent les activités des services déconcentrés de l'Etat et EP, sur l'ensemble de leurs patrimoines et de leurs équipements dans les départements de la Région PACA, à l'exception de celles qui pourraient déjà faire l'objet d'une valorisation via le dispositif des certificats d'économie d'énergie dans un autre cadre.

Les actions concernées sont celles correspondant à une opération dite standardisée du dispositif des certificats d'économie d'énergie (selon les fiches d'opérations standardisées en vigueur à la date où les justificatifs de travaux sont fournis au partenaire).

Les actions relevant des opérations spécifiques et programmes d'accompagnement éligibles au CEE sont également incluses dans la présente convention.

**Sont, en outre, exclus du partenariat :**

- les actions ne relevant pas d'une fiche d'opération standardisée, d'une opération spécifique ou d'un programme du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
- tout conseil ou rapport suggérant des actions de maîtrise de la demande en énergie et pouvant être assimilé à de l'audit énergétique ;
- un rabais ou avoir dans la réalisation de travaux prévus par les services ;
- la récupération de certificats sur la base d'actions réalisées à l'initiative des services de l'Etat antérieurement à la désignation du partenaire ;
- des actions assimilables à une assistance à maîtrise d'ouvrage type AMO HQE dans le cadre d'une démarche de construction durable, des éléments de mission de maîtrise d'œuvre tel que définie dans la loi MOP (loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) et ses textes d'application ou des bilans carbone.

Le partenariat est **formalisé par la présente convention** qui définit notamment le rôle « actif et incitatif » du partenaire.

A ce titre, les opérations éligibles dans le cadre de ce partenariat sont des actions d'économie d'énergie dont le déclenchement sera postérieur à la date de signature de cette convention.

## **ARTICLE 5 DUREE**

La présente convention signée entre le Préfet de Région PACA, représenté par le Secrétaire général pour les Affaires Régionales (SGAR), et le partenaire sera applicable pendant 2 ans à partir de la date de la signature de la convention. Elle est reconductible deux fois pour une période de 12 mois.

## **ARTICLE 6 RESILIATION**

La présente convention pourra être dénoncée, par lettre recommandée avec accusé réception, avec un préavis de deux (2) mois :

- par le partenaire ou par le SGAR au 31 décembre de chaque année,
- par le SGAR à tout moment en cas de carence du partenaire ou de non-respect de la convention.

La présente convention fera éventuellement l'objet de modification si la réglementation relative à la troisième période des certificats d'économie d'énergie le nécessite.

## **ARTICLE 7 MODALITES DE LANCEMENT ET DE SUIVI DE LA CONVENTION**

### **7.1 Réunion de lancement**

A la mise en place de la convention, en présence du partenaire, la Préfecture de Région **organise une réunion de lancement** de la prestation auprès des représentants de l'Etat pour :

- Présenter le dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
- Expliquer l'intérêt de ce dispositif pour l'ensemble des services bénéficiaires ;
- Présenter le partenariat ;
- Expliquer les modèles de document et la procédure d'échange d'information entre le partenaire et les services de l'État faisant réaliser les travaux : devis, accord de rattachement, justificatifs, accusé de réception,...

### **7.2 Modalités de suivi**

- Un comité de pilotage se réunit régulièrement tous les six (6) mois afin d'évaluer les résultats obtenus. Il est piloté par le SGAR (Secrétariat Général pour les Affaires Régionales) via la Conférence Régionale de l'Immobilier Public.
- Les réunions du comité peuvent être complétées par des points de situation réalisés à l'initiative d'un service ou du partenaire.
- Au minimum deux fois par an, le partenaire fournit au comité de pilotage la liste exhaustive des accords de rattachement, des dossiers en cours et des incitations financières versées.

## ARTICLE 8 OBLIGATIONS DES PARTIES

### 8.1 Obligations du partenaire

En amont de chaque projet de travaux d'économie d'énergie, le partenaire :

- ✓ Sur saisine du service bénéficiaire, **précise les critères techniques et les conditions de délivrance à respecter**, sur la base des fiches d'opérations du dispositif des CEE applicables et de la liste des modes de preuves attendues,
- ✓ Sur demande des services bénéficiaires et dans un délai de 5 jours ouvrés, **valide les critères techniques de l'offre technique du professionnel pressenti pour réaliser les travaux**. Cette validation concerne le respect des critères d'éligibilité exposés sur les fiches standardisées du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
- ✓ **Fournit pour tous les travaux conformes à des fiches d'opération standardisées sous 10 jours** (hors opération spécifique), au travers d'un accord de rattachement à la présente convention :
  - ✓ une estimation du montant de certificat d'économie d'énergie généré par le projet,
  - ✓ une estimation du montant de la valorisation financière correspondante selon le mode de calcul de la convention (cf B.7 Mode de calcul de l'incitation Financière).
  - ✓ La liste des pièces qui devront être fournies par le service bénéficiaire au prestataire en fin d'opération pour la constitution du dossier de CEE et le cas échéant les modèles à utiliser (attestation de fin de travaux, ...)
  - ✓ Les critères d'éligibilité des travaux connus à la date de rattachement par le prestataire.
- ✓ **Signe avec le service bénéficiaire l'accord de rattachement** (la signature de cet accord ne vaut pas engagement du service bénéficiaire à réaliser les travaux).

**Le partenaire prend à sa charge l'ensemble des tâches relatives à la collecte des documents et à la constitution des dossiers** de demande de CEE, en particulier :

- o les documents justifiant de la réalisation de l'opération (tels que factures ou autre document comptable accepté par le Pôle National des CEE (PNCEE) comme justifiant de la réalisation de l'opération,
- o les informations et documents justifiant du rôle actif et incitatif dans l'action considérée, notamment la description de sa contribution directe,
- o la justification, dans les conditions requises par le PNCEE, que sa contribution est intervenue antérieurement au déclenchement de l'action,
- o les attestations du bénéficiaire des travaux et des professionnels en charge des travaux requises par les textes réglementaires applicables,
- o tout autre document et information pour la constitution de dossiers complets.
- o Le partenaire s'assure que les dossiers CEE, y compris les pièces transmises par les services bénéficiaires des travaux, sont conformes aux exigences réglementaires.
- o Le partenaire procède à l'ensemble des formalités de dépôt et d'enregistrement des dossiers CEE correspondant aux actions des services.
- o Le partenaire procédera à l'archivage des dossiers CEE y compris des pièces justificatives pendant toute la période de délivrance de CEE et la période triennale suivante, conformément à l'article 10 du décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux CEE,

**Après la réalisation de chaque projet ayant fait l'objet d'un accord de rattachement à la convention de partenariat :**

Le partenaire **délivre** au service bénéficiaire dans un délai maximum de 10 jours ouvrés un accusé de réception **des justificatifs** si les justificatifs fournis sont complets, ou une demande de compléments dans le cas contraire.

Cet accusé de réception **précise le montant définitif de l'incitation financière** selon les modalités de calcul définies dans la convention.

Le partenaire **s'acquitte de la somme due dans le mois suivant la réception** du titre émis par l'administration.

Le versement de l'incitation financière est indépendant du résultat de l'instruction du dossier CEE correspondant par le pôle national des CEE.

## **8.2 Obligations des services de l'Etat**

**En amont de chaque projet de travaux d'économie d'énergie, les services bénéficiaires s'engagent à :**

- ✓ **Transmettre exclusivement au prestataire le descriptif technique des travaux** décrit dans l'accord de rattachement nécessaire à la constitution du dossier de CEE
- ✓ Collaborer avec le prestataire en **mettant à sa disposition pour consultation et examen**, l'ensemble des documents et informations nécessaires à la constitution et l'analyse des dossiers
- ✓ **Fournir des documents**, renseignements et explications complets et sincères.

**Après la réalisation de chaque projet ayant fait l'objet d'un accord de rattachement à la convention de partenariat :**

- ✓ Dans les plus brefs délais après la réalisation des travaux, et **au plus tard dans un délai de 2 mois**, le service bénéficiaire **fournit au partenaire les documents listés dans l'accord de rattachement**, notamment :

- o tout document prouvant la date d'engagement des travaux (devis validé, ordre de service...) après la date de signature de la présente convention
- o tout document attestant de la réalisation effective de l'opération
- o une attestation de fin de travaux selon le modèle fourni par le partenaire
- o si nécessaire, tout autre document spécifié dans les fiches d'opérations standardisées consultables sur le site internet du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Dans l'hypothèse d'une évolution du cadre réglementaire, le partenaire informe les services bénéficiaires de ces modifications au plus tôt.

## ARTICLE 9 MODE DE CALCUL DE L'INCITATION FINANCIÈRE

Le mode de calcul de l'incitation financière est le suivant (les candidats devront compléter le paramètre  $V_{\epsilon}$  décrit ci-dessous) :

- soit  $N_{Mwcumac}$  le nombre de MWh cumac concernant l'opération calculé selon les fiches standardisées correspondantes
- Soit  $V_{\epsilon}$  la valeur initiale, en euros HT/ MWh cumac, proposée par le candidat pour le calcul de l'incitation financière
- Soit  $C$  le dernier prix moyen de cession des certificats publié sur le registre Emmy à la date de l'accusé de réception des justificatifs de fin de travaux en € HT/MWh cumac.
- Soit  $C_0$  le dernier prix moyen connu de cession des certificats publiés sur le registre Emmy à la date de lancement de la consultation, soit 4,75 € HT/MWh Cumac (valeur juillet 2018).
- soit  $VF_{\epsilon}$  la valorisation financière attribué au projet en euros €

La valorisation financière est calculée de la manière suivante :

$$VF_{\epsilon} = N_{Mwcumac} * V_{\epsilon} * C / C_0$$

Par ailleurs, le candidat précise également dans son offre le volume de CEE en MWh cumac qu'il accepte de valoriser selon ces paramètres de calcul. Dans l'éventualité où le nombre de MWh cumac serait dépassé au cours de la convention, une modification des clauses financières serait traitée par avenant.

Le partenaire s'engage à rémunérer le service bénéficiaire au-delà de la date de la fin de convention pour les travaux ayant fait l'objet d'un accusé de réception des justificatifs avant cette date.

## ARTICLE 10 CONFIDENTIALITE

- ✓ Les parties s'engagent à respecter une obligation réciproque de confidentialité pendant toute la durée de la convention
- ✓ Dans le cas où le partenaire souhaiterait visiter les locaux qui font l'objet de travaux, un accord préalable du service concerné sera requis.
- ✓ Le partenaire ne sera notamment pas autorisé à communiquer sur les projets de travaux des services de l'Etat, sur les travaux réalisés (nature, montant) ni sur les montants générés par la présente convention.
- ✓ Le partenaire s'engage à :
  - ✓ ne pas transmettre les informations qui auraient été mises à sa disposition dans le cadre de la réalisation des services, à tous tiers, sauf s'il en est légalement tenu. Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.
  - ✓ n'adjoindre aucune démarche commerciale concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de son intervention.
- ✓ Les parties s'autorisent cependant à mentionner leur raison sociale respective à titre de référence commerciale.

Fait à Marseille, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Le partenaire